



## RETURN BIDS TO:

## RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving Public Works and Government  
Services Canada/Réception des soumissions  
Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada

1713 Bedford Row

Halifax, N.S./Halifax, (N.É.)

Halifax

Nova Scotia

B3J 1T3

Bid Fax: (902) 496-5016

## INVITATION TO TENDER

## APPEL D'OFFRES

**Tender To: Public Works and Government Services  
Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of  
Canada, in accordance with the terms and conditions set  
out herein, referred to herein or attached hereto, the goods,  
services, and construction listed herein and on any attached  
sheets at the price(s) set out therefor.

### Soumission aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la  
Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou  
incluses par référence dans la présente et aux annexes  
ci-jointes, les biens, services et construction énumérés  
ici et sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

### Comments - Commentaires

### Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

### Issuing Office - Bureau de distribution

Atlantic Region Acquisitions/Région de l'Atlantique  
Acquisitions

1713 Bedford Row

Halifax, N.S./Halifax, (N.É.)

Halifax

Nova Scot

B3J 1T3

<b>Title - Sujet</b> NM Holiday Island –Installation DEM Holiday Island – Installation de DEM, d'embarcations de sauvetage et de bossoirs	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> T2012-210051/A	<b>Date</b> 2021-08-04
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> T2012-21-0051	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$HAL-202-11338
<b>File No. - N° de dossier</b> HAL-1-87063 (202)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> Atlantic Daylight Saving Time ADT <b>on - le 2021-09-02</b> Heure Avancée de l'Atlantique HAA	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> Specified Herein - Précisé dans les présentes <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Young, Chris	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> hal202
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (902) 476-8829 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (902) 496-5016
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> DEPARTMENT OF TRANSPORT HERITAGE CRT 95 FOUNDRY ST P.O.BOX 42 MONCTON New Brunswick E1C8K6 Canada	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein – Voir ci-inclus	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

## TABLE DES MATIÈRES

<b>PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>3</b>
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 SOMMAIRE .....	3
1.3 COMPTE RENDU.....	3
<b>PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES.....</b>	<b>4</b>
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES .....	4
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS .....	4
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	4
2.4 LOIS APPLICABLES .....	5
2.5 CONFÉRENCE DES SOUMISSIONNAIRES .....	5
2.6 VISITE FACULTATIVE DES LIEUX.....	5
2.7 PÉRIODE DE TRAVAUX – MARINE - SOUMISSION .....	5
2.8 CALENDRIER DE PROJET - SOUMISSION .....	6
2.9 INDEMNISATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL - LETTRE D'ATTESTATION .....	6
2.10 CERTIFICATION RELATIVE AUX NORMES DE SOUDAGE - SOUMISSION .....	6
2.11 PRODUITS ÉQUIVALENTS .....	6
2.12 PROCESSUS DE CONTESTATION DES OFFRES ET MÉCANISMES DE RECOURS .....	7
2.13 CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i> .....	7
<b>PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS .....</b>	<b>7</b>
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS .....	7
<b>PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION .....</b>	<b>9</b>
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION .....	9
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION .....	9
<b>PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....</b>	<b>9</b>
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION .....	9
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ....	9
<b>PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES .....</b>	<b>10</b>
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ .....	10
6.2 CAPACITÉ FINANCIÈRE.....	10
6.3 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE .....	10
6.4 ISO 9001:2015 - SYSTÈMES DE MANAGEMENT DE LA QUALITÉ .....	10
<b>PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT .....</b>	<b>10</b>
7.1 BESOIN.....	10
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	11
7.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ .....	11
7.4 PÉRIODE DE TRAVAUX – MARINE - SOUMISSION .....	11
7.5 RESPONSABLES.....	11
7.6 PAIEMENT .....	12
7.7 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION .....	13
7.8 CALENDRIER DE PROJET .....	13
7.9 RÉUNIONS D'AVANCEMENT.....	13
7.10 RÉUNIONS D'AVANCEMENT.....	14

---

7.11	INSPECTION ET ACCEPTATION .....	14
7.12	TRAVAUX NON COMPLÉTÉS ET ACCEPTATION .....	14
7.13	GARANTIE DU NAVIRE - RADOUB ET RÉPARATION .....	14
7.14	GARANTIE - ENTREPRENEUR RESPONSABLE DE TOUS LES FRAIS .....	15
7.15	ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....	16
7.16	LOIS APPLICABLES .....	16
7.17	ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS .....	16
7.18	EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE .....	16
7.19	ISO 9001-2015 - SYSTÈMES DE MANAGEMENT DE LA QUALITÉ .....	17
7.20	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS .....	17
<b>ANNEXE « A » .....</b>		<b>19</b>
	ÉNONCÉ DES TRAVAUX .....	19
<b>ANNEXE « B » .....</b>		<b>20</b>
	BASE DE PAIEMENT .....	20
<b>ANNEXE « C » .....</b>		<b>21</b>
	EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCES .....	21
<b>ANNEXE « D » .....</b>		<b>24</b>
	PROCEDURES DE GARANTIE ET FORMULAIRES .....	24
	APPENDICE 1 À L' ANNEXE « D » .....	27
<b>ANNEXE « E » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS .....</b>		<b>29</b>
	INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE .....	29
<b>ANNEXE « F » .....</b>		<b>30</b>
	FEUILLE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION FINANCIÈRE .....	30
<b>ANNEXE « G » .....</b>		<b>32</b>
	CODE DE CONDUITE EXIGENCE .....	32

---

## **PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **1.1 Introduction**

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

Partie 1	Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
Partie 2	Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
Partie 3	Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
Partie 4	Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;
Partie 5	Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;
Partie 6	Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et
Partie 7	Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, les instruments de paiement électronique et les exigences en matière d'assurance.

### **1.2 Sommaire**

L'entrepreneur doit :

- a. procéder au carénage à quai du navire de Transports Canada NM Holiday Island, conformément au besoin décrit à l'annexe A.
- b. exécuter tous les travaux imprévus autorisés non répertoriés dans l'annexe A.
- c. Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, Instructions à l'intention des soumissionnaires, et partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions, de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements.

### **1.3 Compte rendu**

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

---

## PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

### 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#), (2020-05-28) Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

### 2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

#### 1. Connexion postal :

[TPSGC.RARceptionSoumissionsNE-ARBidReceivingNS.PWGCSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:TPSGC.RARceptionSoumissionsNE-ARBidReceivingNS.PWGCSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

Remarque : Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postal, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées [2003](#) ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un message Connexion postal si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal.

**\*\* Veuillez prendre soin d'ouvrir une conversation Connexion postal au moins six (6) jours ouvrables avant la date de clôture de l'invitation à soumissionner. \*\***

#### 2. Par télécopieur :

Numéro de télécopieur : 902-496-5016

### 2.3 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

## **2.4 Lois applicables**

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur Nouvelle-Écosse, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

## **2.5 Conférence des soumissionnaires**

Une conférence des soumissionnaires aura lieu par téléconférence, le 19 août 2021. Elle débutera à 13h HAA. Dans le cadre de la conférence, on examinera la portée du besoin précisé dans la demande de soumissions et on répondra aux questions qui seront posées. Il est recommandé que les soumissionnaires qui ont l'intention de déposer une soumission assistent à la conférence ou y envoient un représentant.

Les soumissionnaires sont priés de communiquer avec l'autorité contractante avant la conférence pour confirmer leur présence. Ils devraient fournir à l'autorité contractante, par écrit, une liste des personnes qui assisteront à la conférence et des questions qu'ils souhaitent y voir abordées au moins deux (2) jours ouvrables avant la conférence.

Toute précision ou tout changement apporté à la demande de soumissions à la suite de la conférence des soumissionnaires sera inclus dans la demande de soumissions, sous la forme d'une modification. Les soumissionnaires qui ne participeront pas à la conférence pourront tout de même présenter une soumission.

## **2.6 Visite facultative des lieux**

Il est recommandé que le soumissionnaire ou un représentant de ce dernier visite les lieux où seront réalisés les travaux. Des dispositions ont été prises pour la visite des lieux, qui se tiendra à bord NM Holiday Island à 3722 autoroute 106, Caribou, Nouvelle-Écosse B0K 1H0 le 17 août 2021 à 1300.

Puisque le navire sera en service, les soumissionnaires ou leurs représentants devront monter à bord, faire la traversée de Caribou (N. É.) à Wood Islands (I. P. É.) et faire le retour. Des détails seront fournis à l'inscription à la visite des lieux. L'heure de départ du traversier est 13 h.

Les soumissionnaires sont priés de communiquer avec l'autorité contractante au plus tard le 13 août 2021, pour confirmer leur présence et fournir le nom de la ou des personnes qui assisteront à la visite. On pourrait demander aux soumissionnaires de signer une feuille de présence. Aucun autre rendez-vous ne sera accordé aux soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite ou qui n'enverront pas de représentant. Les soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite pourront tout de même présenter une soumission. Toute précision ou tout changement apporté à la demande de soumissions à la suite de la visite des lieux sera inclus dans la demande de soumissions, sous la forme d'une modification.

## **2.7 Période de travaux – marine - soumission**

Les travaux doivent débuter et prendre fin comme suit :

Début : le 18 octobre 2021

Fin : le 3 novembre 2021.

En présentant une soumission, le soumissionnaire confirme qu'il a suffisamment de matériel et de ressources humaines affectées ou disponibles et que la période de travail ci-dessus permettra de terminer les travaux prévus ainsi qu'une quantité raisonnable de travaux imprévus.

## **2.8 Calendrier de projet - soumission**

Dans sa soumission technique, le soumissionnaire doit proposer son calendrier de projet préliminaire sous la forme d'un diagramme de Gantt. Le calendrier de projet doit comprendre la structure de répartition des travaux du soumissionnaire, la programmation des principales activités et étapes et tout point pouvant nuire à l'achèvement des travaux.

## **2.9 Indemnisation des accidents du travail - lettre d'attestation**

Le soumissionnaire doit avoir un compte en règle auprès de la Commission des accidents du travail de la province ou du territoire concerné.

Le soumissionnaire devra fournir un certificat ou une lettre émis par la Commission des accidents du travail attestant que son compte est en règle, dans les deux (2) jours suivant la demande de l'autorité contractante. Le défaut de répondre à la demande pourra avoir pour conséquence que la soumission soit jugée non recevable.

## **2.10 Certification relative aux normes de soudage - soumission**

1. Les travaux de soudage doivent être effectués par un soudeur certifié par le Bureau canadien de soudage (BCS) selon les normes de l'Association canadienne de normalisation (CSA) suivantes:
  - a. CSA W47.1 (version actuelle), Certification des compagnies de soudage par fusion de l'acier (Au niveau de la division 1, 2.1 ou 2.2);
  - b. CSA W47.2 (version actuelle), Certification des compagnies de soudage par fusion de l'aluminium (Au niveau de la division 1, 2.1 ou 2.2);
2. Avant d'attribuer le contrat, et dans les deux (2) jours civils suivant la demande écrite de l'autorité contractante, le soumissionnaire retenu devra fournir une preuve démontrant (sa certification par le BCS, ou la certification par le BCS de son sous-traitant selon les normes en matière de soudage émises par la CSA.

## **2.11 Produits équivalents**

1. Les produits dont la forme, l'ajustage, la fonction et la qualité sont équivalents aux articles spécifiés dans la demande de soumissions seront pris en considération si le soumissionnaire :
  - a. indique la marque, le modèle et/ou le numéro de pièce du produit de remplacement;
  - b. déclare que le produit de remplacement est entièrement interchangeable avec l'article indiqué;
  - c. fournit les caractéristiques complètes et les imprimés descriptifs pour chaque produit de remplacement;
  - d. présente une déclaration de conformité comprenant des caractéristiques techniques qui montrent que le produit de remplacement répond à tous les critères de rendement obligatoires précisés dans la demande de soumissions, et;
  - e. indique clairement les parties des caractéristiques et des imprimés descriptifs qui confirment que le produit de remplacement est conforme aux critères de rendement obligatoires.

2. Les produits offerts comme équivalents sur les plans de la forme, de l'ajustage, de la fonction et de la qualité ne seront pas pris en considération si :
  - a. la soumission ne fournit pas toute l'information requise pour permettre à l'autorité contractante de pleinement évaluer l'équivalence de chaque produit de remplacement, ou;
  - b. le produit de remplacement ne répond pas aux critères de rendement obligatoires précisés dans la demande de soumissions visant l'article en question ou ne les dépasse pas.
3. Lorsque le Canada évalue une soumission, il peut, sans toutefois y être obligé, demander aux soumissionnaires qui offrent un produit de remplacement de démontrer, à leurs propres frais, que le produit de remplacement est équivalent à l'article indiqué dans la demande de soumissions
4. Tous les équivalents proposés doivent être présentés par écrit à l'autorité contractante au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Les demandes de renseignements reçues après ce délai pourraient ne pas être prises en compte.

B3000T (2006-06-16)

## 2.12 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les fournisseurs à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada [Achats et ventes](#), sous le titre « [Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours](#) », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
  - Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
  - Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- (c) Les fournisseurs devraient savoir que des **délais stricts** sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les fournisseurs devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

## 2.13 Clauses du *Guide des CCUA*

A7035T (2007-05-25) Liste des sous-traitants proposés  
A9125T (2007-05-25) Convention collective valide

# PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

## 3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Si le soumissionnaire choisit d'envoyer sa soumission par voie électronique, le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des instructions uniformisées 2003. Le système Connexion postel a une limite de 1 Go par message individuel affiché et une limite de 20 Go par conversation.

La soumission doit être présentée en sections distinctes comme suit :  
Section I : Soumission technique  
Section II : Soumission financière  
Section III : Attestations



Si le soumissionnaire fournit simultanément plusieurs copies de sa soumission à l'aide de méthodes de livraison acceptable, et en cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postal et celui de la copie papier, le libellé de la copie électronique transmise par le service Connexion postal aura préséance sur le libellé des autres copies.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur soumission en format papier

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

### **Section I : Soumission technique**

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité et décrire l'approche qu'ils prendront de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

### **Section II : Soumission financière**

**3.1.1** Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la feuille de soumission financière décrite à l'annexe «F». Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément..

#### **3.1.2 Paiement électronique de factures – soumission**

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « E » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « E » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

#### **3.1.3 Clauses du *Guide des CCUA***

C0414T (2008-05-12) Radoub, réparation ou carénage de navires - coûts  
C0417T (2008-05-12) Travaux imprévus et prix d'évaluation

### **Section III : Attestations**

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

---

## **PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

### **4.1 Procédures d'évaluation**

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

### **4.2 Méthode de sélection**

Une soumission doit respecter toutes les exigences de la demande de soumissions pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

## **PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES**

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

### **5.1 Attestations exigées avec la soumission**

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

#### **5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction**

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

### **5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires**

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

#### **5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée**

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#)

(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

## **5.2.2 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat**

- a. Calendrier de projet
- b. Indemnisation des accidents du travail - lettre d'attestation
- c. Certifications relatives au soudage
- d. Liste des sous-traitants proposés
- e. Convention collective valide
- f. Certificat d'assurance
- g. Document d'enregistrement ISO
- h. Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

## **PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES**

### **6.1 Exigences relatives à la sécurité**

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

### **6.2 Capacité financière**

Clause du Guide des CCUA [A9033T](#) (2012-07-16) Capacité financière

### **6.3 Exigences en matière d'assurance**

Le soumissionnaire doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que le soumissionnaire, s'il obtient un contrat à la suite de la demande de soumissions, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe « C ».

Si l'information n'est pas fournie dans la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

### **6.4 ISO 9001:2015 - Systèmes de management de la qualité**

Avant d'attribuer le contrat, et dans les deux (2) jours civils suivant la demande écrite de l'autorité contractante, le soumissionnaire doit fournir son document d'enregistrement ISO indiquant qu'il satisfait à la norme ISO 9001:2015. Les documents et les procédures des soumissionnaires qui ne possèdent pas d'enregistrement pour les normes ISO pourront faire l'objet d'une évaluation du système de la qualité de la part du responsable de l'inspection avant l'attribution d'un contrat.

## **PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

### **7.1 Besoin**

L'entrepreneur doit :

- a. procéder au carénage à quai du navire de Transports Canada NM Holiday Island, conformément au besoin décrit à l'annexe A.

- b. exécuter tous les travaux imprévus autorisés non répertoriés dans l'annexe A.

## **7.2 Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

### **7.2.1 Conditions générales**

2030 (2020-05-28), Conditions générales - besoins plus complexes de biens, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

### **7.2.2 Conditions générales supplémentaires**

1029 (2018-12-06) Réparation des navires s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

## **7.3 Exigences relatives à la sécurité**

**7.3.1** Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

## **7.4 Période de travaux – marine - soumission**

Les travaux doivent débuter et prendre fin comme suit :

Début : le 18 octobre 2021

Fin : le 19 novembre 2021.

En présentant une soumission, le soumissionnaire confirme qu'il a suffisamment de matériel et de ressources humaines affectées ou disponibles et que la période de travail ci-dessus permettra de terminer les travaux prévus ainsi qu'une quantité raisonnable de travaux imprévus.

## **7.5 Responsables**

### **7.5.1 Autorité contractante**

L'autorité contractante pour le contrat est:

Nom : Chris Young

Titre : Chef d'Équipe en Approvisionnement Marine  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Direction générale des approvisionnements

Adresse : 1713 Bedford Row, Halifax, NE B3J 3X2

Téléphone : (902) 476-8829

Courriel : Christopher.Young@tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

---

### 7.5.2 Responsable Technique

Le responsable technique pour le contrat est : *(sera fournis au Attribution de contrat)*

Nom :

Titre : Conseiller Technique – Flotte des Traversiers

Organisation : Transport Canada Maritime (Programmes)

Adresse : 45 Ch. Alderney, Dartmouth, NE, B2Y 4K2

Téléphone :

Courriel :

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

### 7.5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom : \_\_\_\_\_

Titre : \_\_\_\_\_

Organisation : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_

Télécopieur : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

## 7.6 Paiement

### 7.6.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme précisé(s) dans l'annexe « B ». Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

### 7.6.2 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* C6000C (2017-08-17), Limite de prix

### 7.6.3 Paiement unique

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque les travaux seront complétés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

#### 7.6.4 Paiement électronique de factures – contrat

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;

#### 7.7 Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Les factures doivent être faites pour le compte de:

TRANSPORT CANADA  
PROGRAMS  
HERITAGE COURT  
95 FOUNDRY ST P.O.BOX 42  
MONCTON NB E1C 8K6

Att.: *(sera fournis au Attribution de contrat)*

L'exemplaire original doit être transmis pour vérification à:

Travaux publics et services gouvernement aux Canada

Acquisitions Marine  
1713 Bedford Row  
Halifax, NE  
B3J 3C9

Att.: Chris Young

#### 7.8 Calendrier de projet

L'entrepreneur doit fournir un calendrier de projet détaillé sous la forme d'un *diagramme de Gantt* à l'autorité contractante et au responsable technique une (1) semaine après l'attribution du contrat. Le calendrier de projet doit comprendre la structure de répartition des travaux du soumissionnaire, la programmation des principales activités et étapes et tout point pouvant nuire à l'achèvement des travaux.

#### 7.9 Réunions d'avancement

Les réunions d'avancement, présidées par l'autorité contractante, auront lieu aux installations de l'entrepreneur, au besoin, généralement une fois par semaine. D'autres réunions pourront également être organisées. L'entrepreneur sera représenté à ces réunions, à tout le moins, par le gestionnaire de contrats (projet), le gestionnaire de la production (superviseur) et le gestionnaire de l'assurance de la qualité. Les réunions d'avancement incorporeront généralement des réunions techniques devant être présidées par le responsable technique.

## **7.10 Réunions d'avancement**

L'entrepreneur doit s'assurer que tous les travaux de soudage sont effectués par un soudeur certifié par le Bureau canadien de soudage (BCS) selon les normes de l'Association canadienne de normalisation (CSA) suivantes :

- a. CSA W47.1 (version actuelle), Certification des compagnies de soudage par fusion de l'acier(Au niveau de la division 1, 2.1 ou 2.2);
- b. CSA W47.2 (version actuelle), Certification des compagnies de soudage par fusion de l'aluminium (Au niveau de la division 1, 2.1 ou 2.2);

De plus, les travaux de soudage doivent être effectués conformément aux exigences des dessins et des spécifications qui s'appliquent.

Avant de débiter tout travail de fabrication, et à la demande du responsable technique, l'entrepreneur doit fournir des procédures de soudage approuvées, une liste du personnel qu'il a l'intention d'utiliser pour réaliser les travaux, ou les deux. La liste doit identifier les qualifications obtenues relativement aux procédures de soudage du BCS pour chacune des personnes qui y sont énumérées et être accompagnée d'une copie de la certification du BCS, selon les normes actuelles en matière de soudage de la CSA, pour chacune d'elles.

## **7.11 Inspection et acceptation**

Le responsable technique sera le responsable des inspections. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de l'énoncé des travaux et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

## **7.12 Travaux non complétés et acceptation**

Le responsable de l'inspection, en collaboration avec l'entrepreneur, établira une liste des travaux non complétés à la fin de la période des travaux. Cette liste formera les annexes au document officiel d'acceptation pour le navire. Une réunion suivant la fin du contrat sera organisée par le responsable de l'inspection à la date d'achèvement des travaux pour examiner et signer le formulaire PWGSC-TPSGC 1205, Acceptation. Outre le montant retenu en vertu de la clause de retenue de la garantie, une retenue correspondant au double de la valeur estimative des travaux en cours s'appliquera jusqu'à l'achèvement des travaux.

L'entrepreneur doit remplir le formulaire ci-dessus en trois (3) exemplaires qui seront distribués par le responsable de l'inspection de la façon suivante :

- a. l'original à l'autorité contractante de TPSGC;
- b. une copie au responsable technique;
- c. une copie à l'entrepreneur.

## **7.13 Garantie du navire - radoub et réparation**

La clause de garantie des conditions générales faisant partie du contrat est supprimée et remplacée par ce qui suit:

« 08Garantie »

Si le Canada en fait la demande, l'entrepreneur doit remplacer ou réparer à ses propres frais tous travaux achevés (à l'exclusion des fournitures de l'État incorporées aux travaux) qui sont devenus défectueux ou

ne répondent pas aux exigences du contrat suite à quelque défaut ou inefficacité dans la fabrication, les matériaux ou l'exécution du travail.

Malgré l'acceptation des travaux achevés et sans restreindre la portée d'aucune autre clause du contrat ni de quelque condition, garantie ou disposition imposée en vertu de la loi, l'entrepreneur garantit que les travaux suivants seront exempts de tout défaut et seront conformes aux exigences du contrat :

la peinture de la partie immergée de la coque durant une période de 365 jours à compter de la date de sortie du bassin, sauf que l'entrepreneur ne sera tenu de réparer et(ou) de remplacer les éléments en question que selon une valeur déterminée comme suit :

Le coût initial pour le Canada des travaux de peinture immergée, divisé par 365 jours et multiplié par le nombre de jours restants dans la période de garantie. La somme établie par ce calcul représentera le « crédit en dollars » dû au Canada par l'entrepreneur.

tous les autres travaux de peinture durant une période de 365 jours à compter de la date d'acceptation des travaux;

tous les autres travaux durant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date d'acceptation des travaux, sauf que :

la garantie portant sur les travaux liés à un système ou à de l'équipement qui n'est pas immédiatement mis en place ou en service continu sera d'une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date d'acceptation du navire;

la garantie portant sur tous les défauts, les écarts et les travaux en suspens énumérés dans le document d'acceptation à la livraison sera d'une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date d'acceptation subséquente de chaque article.

L'entrepreneur accepte de transmettre au Canada, et d'exercer au nom de celui-ci, toutes les garanties portant sur le matériel fourni ou détenu par l'entrepreneur dont la durée excède les périodes précisées ci-dessus. »

Voir l'annexe « D » pour consulter les Procédures de réclamation pour les défauts en vertu de la garantie et les formulaires.

#### **7.14 Garantie - Entrepreneur responsable de tous les frais**

L'article 22 intitulé Garantie des conditions générales 2030 est modifié en supprimant les paragraphes 3 et 4 et en les remplaçant par ce qui suit:

Les travaux ou toute partie des travaux jugés défectueux ou non conformes seront retournés aux locaux de l'entrepreneur en vue de leur remplacement, de leur réparation ou de leur rectification. Cependant, lorsque le Canada est d'avis qu'un tel déplacement n'est pas pratique, l'entrepreneur doit procéder aux réparations ou aux rectifications nécessaires là où les travaux se trouvent. Lorsque l'entrepreneur doit procéder aux réparations ou aux rectifications nécessaires là où les travaux se trouvent, l'entrepreneur est responsable de tous les coûts engagés pour les réparations ou rectifications nécessaires et le Canada ne remboursera pas l'entrepreneur pour ces coûts.

L'entrepreneur doit payer les frais de transport des travaux ou de toute partie des travaux aux locaux de l'entrepreneur conformément au paragraphe 3. L'entrepreneur doit payer les frais de transport des travaux ou de toute partie des travaux qui sont remplacés ou rectifiés, au lieu de livraison précisé dans le contrat ou à un autre endroit désigné par le Canada.

Toutes les autres dispositions de la garantie demeurent en vigueur.



## **7.15 Attestations et renseignements supplémentaires**

### **7.15.1 Conformité**

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

### **7.15.2 Clauses du Guide des CCUA**

A0285C (2007-05-25)	Indemnisation des accidents du travail
A9047C (2008-05-12)	Titre de propriété du navire
B5007C (2010-01-11)	Procédures pour modifications de conception ou travaux supplémentaires
B6100C (2008-05-12)	Stabilité
B9035C (2008-05-12)	Réunions d'avancement
A0290C (2008-05-12)	Déchets dangereux - navires
A9055C (2010-08-16)	Rebuts et déchets
A9068C (2010-01-11)	Règlements concernant les emplacements du gouvernement
B1501C (2018-06-31)	Appareillage électrique
A9006C (2012-07-16)	Contrat de défense
A0032C (2011-05-16)	Radoub du navire avec équipage
A9014C (2013-04-25)	Travaux non complétés et acceptation - civils

### **7.16 Lois applicables**

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur la Nouvelle-Écosse et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

### **7.17 Ordre de priorité des documents**

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires 1029 (2018-12-06);
- c) les conditions générales - 2030 (2020-05-28);
- d) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- e) l'Annexe « B », Base de paiement;
- f) l'Annexe « F », Feuille de présentation de la soumission financière;
- g) l'Annexe « C », Exigences en matière d'assurance;
- i) la soumission de l'entrepreneur datée du \_\_\_\_\_

### **7.18 Exigences en matière d'assurance**

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe « C ».  
L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

#### **7.19 ISO 9001-2015 - Systèmes de management de la qualité**

Pour l'exécution des travaux décrits dans le présent document, l'entrepreneur doit satisfaire aux exigences suivantes :

ISO 9001:2015 - Systèmes de management de la qualité - Exigences, publié par l'organisation internationale de normalisation (ISO), édition courante à la date de soumission de l'offre de l'entrepreneur à l'exclusion de l'exigence suivante :

##### **Conception et développement**

L'objet de la clause n'est pas d'exiger que l'entrepreneur obtienne l'enregistrement à la norme visée, mais bien que le système de management de la qualité de l'entrepreneur tienne compte de chacune des exigences de la norme.

Aide à l'assurance officielle de la qualité (AOQ) :

L'entrepreneur doit mettre à la disposition du responsable de l'inspection ou de la personne désignée les locaux et les installations nécessaires pour l'exécution correcte de l'assurance officielle de la qualité. L'entrepreneur doit également fournir toute l'aide que l'inspecteur demande pour l'évaluation, la vérification, la validation, la documentation ou la libération des produits.

Le responsable de l'inspection ou la personne désignée doit avoir libre accès à toute installation de l'entrepreneur ou de ses sous-traitants où est effectuée une partie des travaux. En outre, le responsable de l'inspection ou la personne désignée doit pouvoir évaluer et vérifier sans restriction que l'entrepreneur se conforme aux procédures du système de la qualité et valider que les produits soient conformes aux exigences contractuelles. L'entrepreneur doit permettre au responsable de l'inspection ou à la personne désignée d'utiliser raisonnablement ses équipements de contrôle en vue d'effectuer toutes les activités de validation. Le personnel de l'entrepreneur doit être disponible, sur demande, pour l'utilisation de ces équipements.

Lorsque le responsable de l'inspection ou la personne désignée estime que l'AOQ est nécessaire chez un sous-traitant, l'entrepreneur doit le mentionner dans le document d'achat et fournir des copies au responsable de l'inspection ou la personne désignée, accompagnées de données techniques pertinentes telles que demandées par ce dernier. L'entrepreneur doit aviser le responsable de l'inspection ou la personne désignée lorsqu'il a reçu d'un sous-traitant un produit jugé non conforme après qu'il ait été soumis à l'AOQ.

#### **7.20 Règlement des différends**

- (a) Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.
- (b) Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.

- 
- (c) Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.
- (d) Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « Règlement des différends ».

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
T2012-210051/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
T2012-210051

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
HAL-1-87063

Id de l'acheteur - Buyer ID  
HAL202  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

## **ANNEXE « A »**

### **ÉNONCÉ DES TRAVAUX**

Le devis de travail complet est disponible séparément comme document électronique et est nommé:

#### **NM Holiday Island - Devis préliminaire pour l'installation d'un nouveau DEM, d'une nouvelle ERS et de nouveaux bossoirs**

Les soumissionnaires éventuels nécessitant une copie des dessins techniques doivent soumettre une demande par courriel directement à l'autorité contractante.

## ANNEXE « B »

### BASE DE PAIEMENT

***Ne pas remplir cette section. Cette section sera remplie à l'adjudication du contrat. Se référer à l'Annexe « F », Feuille de présentation de la soumission financière.***

#### 1. Prix ferme du contrat

a)	<b>Travaux prévus</b> Pour les travaux prévus précisés à l'annexe « A » pour un PRIX FERME de :	\$ _____
b)	<b>TVH</b>	\$ _____
c)	<b>Total prix ferme</b> TVH incluse :  Pour le prix ferme de :	\$ _____

#### 2. Travaux imprévus

##### 2.1 Ventilation de prix :

L'entrepreneur doit fournir, sur demande, une ventilation de prix pour tous les travaux imprévus, selon les activités individuelles précises, en fonction des domaines professionnels, des heures-personnes, du matériel, des contrats de sous-traitance et des services.

##### 2.2 Prix établis au prorata:

Les heures et les prix correspondant aux travaux imprévus seront basés sur des renseignements historiques comparables, applicables à des travaux similaires effectués dans les mêmes installations, ou seront déterminés grâce à la répartition au prorata des coûts indiqués pour les travaux dans le contrat, lorsqu'ils seront exécutés dans des secteurs semblables du navire.

##### 2.3 Le paiement pour les travaux imprévus :

L'entrepreneur sera payé pour les travaux imprévus, tel qu'autorisé par le Canada. Les travaux imprévus autorisés seront calculés comme suit :

Nombre d'heures (à négocier) x \_\_\_\_\_ \$, montant correspondant au tarif d'imputation horaire ferme de l'entrepreneur pour la main-d'oeuvre, y compris les frais généraux et les bénéfices, plus le prix de revient réel des matériaux, auquel sera ajoutée une marge bénéficiaire de 10 p. 100, ainsi que la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée, s'il y a lieu, calculée à 15 p. 100 du coût total du matériel et de la main-d'oeuvre. Le tarif d'imputation horaire ferme et la marge bénéficiaire sur le matériel demeureront fermes pour la durée du contrat et toutes autres modifications s'y rattachant.

C0902C (2013-04-25)

#### 3. Heures supplémentaires

L'entrepreneur ne devra pas faire d'heures supplémentaires dans le cadre de ce contrat à moins d'y être autorisé d'avance et par écrit par l'autorité contractante. Toutes les demandes de paiements doivent être accompagnées d'un exemplaire de l'autorisation d'heures supplémentaires et de rapports faisant état des détails exigés par le Canada en ce qui a trait aux heures supplémentaires effectuées conformément à cette autorisation. Les primes seront calculées en prenant le taux horaire moyen des frais de main-d'œuvre directe, plus un bénéfice de 7 1/2 pour cent sur la prime de main-d'œuvre et les avantages sociaux. Ce tarif demeurera ferme pendant la durée du contrat, y compris toutes les modifications, et est sujet à une vérification si le Canada le juge nécessaire.

---

## ANNEXE « C »

### EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCES

#### C1 Assurance responsabilité des réparateurs de navires

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance responsabilité de réparateurs de navires d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 10 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité des réparateurs de navires doit comprendre les éléments suivants :
  - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
  - b. Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par Transports Canada et par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou dommage au navire, peu importe la cause.
  - c. Avis d'annulation : L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours avant l'annulation de la police ou tout autre changement à la police d'assurance.
  - d. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
  - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
  - f. Droits de poursuite : Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

#### **Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :**

Directeur  
Direction du droit des affaires  
Bureau régional du Québec (Ottawa)  
Ministère de la Justice  
284, rue Wellington, pièce SAT-6042  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal  
Section du contentieux des affaires civiles  
Ministère de la Justice  
234, rue Wellington, Tour de l'Est  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

G5001C (2018-06-21)

## **C2 Assurance de responsabilité civile commerciale**

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
  - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
  - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
  - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
  - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
  - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
  - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
  - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
  - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
  - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement

exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.

- j. Avis d'annulation : L'entrepreneur fournira à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours avant l'annulation de la police ou tout autre changement à la police d'assurance.
- k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- q. Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.

G2001C (2018-06-21)

### **C3 Limitation de la responsabilité de l'entrepreneur au titre de dommages subis par le Canada**

- 1. Cet article s'applique malgré toute autre disposition du contrat et remplace l'article des conditions générales intitulé « Responsabilité ». Toute mention dans cet article de dommages causés par l'entrepreneur comprennent les dommages causés par ses employés, ainsi que ses sous-traitants, ses mandataires, et ses représentants, et leurs employés.
- 2. Que la réclamation soit fondée contractuellement, sur un délit civil ou un autre motif de poursuite, la responsabilité de l'entrepreneur pour tous les dommages subis par le Canada et causés par l'exécution ou la non-exécution du contrat par l'entrepreneur se limite à 10 000 000,00 \$. Cette limite ne s'applique pas au cas suivants:
  - a. toute violation des droits de propriété intellectuelle;
  - b. out manquement aux obligations de garantie.
- 3. Chaque partie convient qu'elle est pleinement responsable des dommages qu'elle cause à tout tiers et qui sont reliés au contrat, que la réclamation soit faite envers le Canada ou l'entrepreneur. Si le Canada doit, en raison d'une responsabilité conjointe et individuelle, payer un tiers pour des dommages causés par l'entrepreneur, l'entrepreneur doit rembourser ce montant au Canada.

N0001C (2008-05-12)



---

## **ANNEXE « D »**

### **PROCEDURES DE GARANTIE ET FORMULAIRES**

#### **1. Portée**

- a. Voici les procédures qui s'appliquent aux exigences particulières de garantie pour un navire, une fois le réaménagement effectué.

#### **2. Définition**

- a. Il existe un certain nombre de définitions du terme « garantie » dont la plupart visent à décrire leur portée et leur application en droit. Nous fournissons ici l'une de ces définitions :

« Une garantie est une entente par laquelle la responsabilité d'un vendeur ou d'un fabricant à l'égard du rendement de son produit s'étend pour une période spécifique au-delà de la date à laquelle le produit passe aux mains de l'acheteur. »

#### **3. Conditions de garantie**

- a. Les conditions générales du contrat aux fins de garantie des travaux de réaménagement sont définies dans les conditions générales 2030, Conditions générales - besoins plus complexes de biens, de TPSGC. Ces conditions viennent s'ajouter aux clauses du contrat.

- b. Les périodes de garantie peuvent être stipulées dans plus d'une partie :

- i. 90 jours à compter de la journée où le document d'acceptation 1205 de TPSGC est signé pour les travaux effectués par l'entrepreneur visant le réaménagement;
- ii. 365 jours à compter de la date de désamarrage du navire pour les zones spécifiées de peinture en surface et sous-marine;
- iii. 365 jours à compter de la journée où le document d'acceptation 1205 de TPSGC est signé pour les pièces et le matériel fournis par l'entrepreneur pour les travaux de réaménagement;
- iv. toutes autres périodes spécifiques de garantie qui peuvent être exigées dans le contrat ou offertes par l'entrepreneur.

- c. Les conditions qui précèdent ne visent pas le traitement d'autres défauts directement liés à des problèmes du responsable technique de la nature suivante :

- i. les éléments qui deviennent inutilisables qui ne faisaient pas partie des spécifications de réaménagement;
- ii. les spécifications de réaménagement ou d'autres documents connexes qui exigent des modifications ou des corrections pour augmenter leur viabilité;
- iii. les travaux exécutés directement pour le responsable technique.

#### **4. Déclaration des défauts aux fins de garantie**

- a. Le but initial de la préparation d'un rapport de défaut vise à faciliter la décision de savoir s'il faut ou non y faire intervenir la notion de garantie et de prendre les mesures pour effectuer les réparations. Par conséquent, en plus de préciser le défaut, de préciser l'emplacement, etc., le rapport doit contenir des

détails du défaut. Les décisions touchant la garantie, en règle générale, doit être prise à l'échelle locale et le processus administratif doit être conforme aux procédures établies.

b. Ces procédures sont nécessaires car le fait d'invoquer une garantie ne signifie pas nécessairement que le garant effectuera automatiquement les réparations à ses propres frais. L'examen du défaut pourrait entraîner une renonciation de responsabilité. Par conséquent, il est essentiel que, lors de cet examen, le ministère soit directement représenté par un responsable technique compétent en mesure d'accepter ou de refuser les assertions du garant.

## 5. Procédures

a. Dès que les employés se rendent compte qu'un équipement ou qu'un système ne respecte pas les normes établies ou est devenu défectueux, il faut suivre les procédures suivantes aux fins d'enquête et de rapport :

i. Les responsables du navire doivent aviser le responsable technique lorsqu'un défaut, considéré comme étant directement lié aux travaux de réaménagement, a été remarqué.

ii. Après examen de la spécification et du document d'acceptation, le responsable technique, en collaboration avec le personnel du navire, doit compléter les données de base et la section 1 du formulaire de réclamation au titre de la garantie et faire parvenir l'original à l'entrepreneur aux fins d'examen, avec copie à l'autorité contractante de TPSGC. Si cette dernière ou le responsable de l'inspection est incapable de justifier une mesure visant la garantie, le formulaire de réclamation de défaut doit être retourné à son auteur accompagné d'une brève justification. (Il est à remarquer que dans ce dernier cas, TPSGC avisera l'entrepreneur de sa décision et aucune autre mesure ne sera requise de la part de l'entrepreneur.) Les défauts en vertu de la garantie peuvent être communiqués par courrier, par télécopieur ou par courriel, selon la méthode la plus appropriée.

iii. Si l'entrepreneur accepte l'entière responsabilité des réparations, il doit remplir les sections 2 et 3 du formulaire de réclamation, le retourner au responsable de l'inspection, qui confirmera que les mesures correctrices ont été prises et qui distribuera des exemplaires du formulaire au responsable technique et à l'autorité contractante de TPSGC.

b. Si l'entrepreneur conteste la réclamation ou accepte d'en partager la responsabilité, il doit remplir la section 2 du formulaire de réclamation, et fournir les renseignements appropriés et le faire parvenir à l'autorité contractante, qui en distribuera des exemplaires aux personnes nécessaires.

c. Lorsque l'entrepreneur conteste une réclamation de défaut lié à la garantie, le responsable technique peut prendre les dispositions nécessaires pour que les ressources internes corrigent le défaut ou que les travaux soient donnés en sous-traitance. Tous les coûts connexes doivent être surveillés et notés et pourront être imputés à l'entrepreneur par TPSGC. Le coût des matériaux et de la main-d'œuvre consacrés à la correction du défaut devront être inscrits à la section 5 du formulaire de réclamation de défaut par le responsable technique, qui fera parvenir le formulaire à l'autorité contractante de TPSGC, à des fins de suivi. Les pièces d'équipement défectueuses doivent être conservées jusqu'au règlement de la réclamation.

d. L'équipement défectueux visé par une réclamation possible de garantie ne doit pas normalement être enlevé avant que le représentant de l'entrepreneur ait eu l'occasion d'observer le défaut. Les travaux nécessaires doivent être entrepris en suivant les méthodes habituelles de réparation; les coûts pertinents doivent être notés distinctement et pourront être imputés à l'entrepreneur par TPSGC.

## **6. Responsabilité**

a. L'entente entre l'autorité contractante, le responsable de l'inspection, le responsable technique et l'entrepreneur entraînera l'un des résultats suivants:

i. L'entrepreneur accepte l'entière responsabilité des frais de réparation en vertu des dispositions de garantie du contrat;

ii. Le responsable technique accepte l'entière responsabilité des réparations concernant l'élément visé; ou

iii. L'entrepreneur et le responsable technique acceptent de partager la responsabilité des coûts de réparation de l'élément inutilisable, auquel cas l'autorité contractante de TPSGC négociera la meilleure entente possible de partage des coûts.

b. Dans l'éventualité d'un désaccord, comme le stipule le paragraphe 5c TPSGC prendra les dispositions nécessaires avec l'entrepreneur, alors que le responsable technique informera ses cadres supérieurs en leur fournissant les données pertinentes et des recommandations.

c. Le coût total de traitement des réclamations de garantie doit inclure les frais de déplacement et d'hébergement des employés de l'entrepreneur et tenir compte des contraintes opérationnelles et du temps d'arrêt de l'équipement et des systèmes. Par conséquent, l'autorité contractante/le responsable de l'inspection et le responsable technique discuteront du coût de la main-d'œuvre et du matériel requis pour la prise des mesures correctives, en vue de déterminer la meilleure solution.

## **7. Période de vérification et de réparation visée par la garantie**

a. Dans la mesure du possible, une période à quai doit être prévue juste avant l'expiration de la période de garantie de 90 jours. Cette période vise à fournir le temps nécessaire pour effectuer les réparations visées par la garantie et leur vérification par l'entrepreneur.

Id de l'acheteur - Buyer ID  
HAL202  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

N° de l'invitation - Solicitation No.  
T2012-210051/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
T2012-210051

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
HAL-1-87063

Id de l'acheteur - Buyer ID  
HAL202  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

## 2. Contractor's Investigative Report – Le rapport investigateur de l'entrepreneur

## 3. Contractor's Corrective Action – La modalité de reprise de l'entrepreneur

\_\_\_\_\_  
Contractor's Name and Signature – Nom et signature de l'entrepreneur  
reprise

\_\_\_\_\_  
Date of Corrective Action - Date de modalité de  
reprise

\_\_\_\_\_  
Client Name and Signature - Nom et signature de client

\_\_\_\_\_  
Date

## 4. PWGSC Review of Warranty Claim Action – Examen d'action de réclamation de garantie par TPSGC

\_\_\_\_\_  
Signature – Signature

\_\_\_\_\_  
Date

## 5. Additional Information – Renseignements supplémentaires

**Canada**

PWGSC-TPSGC

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
T2012-210051/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
T2012-210051

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
HAL-1-87063

Id de l'acheteur - Buyer ID  
HAL202  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

## **ANNEXE « E » de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS**

### **INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE**

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ( ) Carte d'achat VISA ;
- ( ) Carte d'achat MasterCard ;
- ( ) Dépôt direct (national et international) ;
- ( ) Échange de données informatisées (EDI) ;
- ( ) Virement télégraphique (international seulement) ;

## ANNEXE « F »

### FEUILLE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION FINANCIÈRE

**Emplacement pour la période des travaux :** Pictou Marine Terminals  
2, rue Depot, Pictou (Nouvelle-Écosse), Canada  
B0K 1H0

#### 1. Prix pour évaluation

a)	<b>Travaux prévus</b> Travaux précisés à l'annexe « A » et dessins connexes pour un <b>PRIX FERME</b> de :	\$ _____
b)	<b>Travaux non prévus</b> Heures de travail estimatives à un taux de rémunération horaire fixe, y compris les coûts indirects et les bénéfices : 200 heures-personnes X _____ \$ par heure pour un <b>PRIX</b> de :	\$ _____
c)	<b>Indemnité pour sous-traitance</b> - Services de représentant détaché (Lloyd's Register) Majoration de l'indemnité _____ % (max. 10 %) x 5000 \$ « estimé » pour un <b>PRIX</b> de :	\$ _____
d)	<b>PRIX ÉVALUÉ</b> [ a + b ]  Soit un <b>PRIX D'ÉVALUATION</b> (TVH en sus) de :	\$ _____

#### 2. Travaux imprévus

##### 2.1 Ventilation de prix :

L'entrepreneur doit fournir, sur demande, une ventilation de prix pour tous les travaux imprévus, selon les activités individuelles précises, en fonction des domaines professionnels, des heures-personnes, du matériel, des contrats de sous-traitance et des services.

##### 2.2 Prix établis au prorata :

Les heures et les prix correspondant aux travaux imprévus seront basés sur des renseignements historiques comparables, applicables à des travaux similaires effectués dans les mêmes installations, ou seront déterminés grâce à la répartition au prorata des coûts indiqués pour les travaux dans le contrat, lorsqu'ils seront exécutés dans des secteurs semblables du navire.

##### 2.3 Le paiement pour les travaux imprévus :

L'entrepreneur sera payé pour les travaux imprévus, tel qu'autorisé par le Canada. Les travaux imprévus autorisés seront calculés comme suit :

Nombre d'heures (à négocier) x \_\_\_\_\_ \$, montant correspondant au tarif d'imputation horaire ferme de l'entrepreneur pour la main-d'oeuvre, y compris les frais généraux et les bénéfices, plus le prix de revient réel des matériaux, auquel sera ajoutée une marge bénéficiaire de 10 p. cent, ainsi que les taxes applicables. Le tarif d'imputation horaire ferme et la marge bénéficiaire sur le matériel demeureront ferme pour la durée du contrat et toutes autres modifications s'y rattachant. Le taux de majoration de 10 % pour les matériaux s'appliquera également aux coûts de sous- sous-traités.

##### 2.4 Heures supplémentaires

L'entrepreneur ne devra pas faire d'heures supplémentaires dans le cadre de ce contrat à moins d'y être autorisé d'avance et par écrit par l'autorité contractante. Toutes les demandes de paiements doivent être accompagnées d'un exemplaire de l'autorisation d'heures supplémentaires et de rapports faisant état des

N° de l'invitation - Solicitation No.

T2012-210051/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

T2012-210051

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

HAL-1-87063

Id de l'acheteur - Buyer ID

HAL202

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

détails exigés par le Canada en ce qui a trait aux heures supplémentaires effectuées conformément à cette autorisation. Les primes seront calculées en prenant le taux horaire moyen des frais de main-d'œuvre directe, plus un bénéfice de 7 1/2 pour cent sur la prime de main-d'œuvre et les avantages sociaux. Ce tarif demeurera ferme pendant la durée du contrat, y compris toutes les modifications, et est sujet à une vérification si le Canada le juge nécessaire.



N° de l'invitation - Sollicitation No.  
T2012-210051/A  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
T2012-210051

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
HAL-1-87063

Id de l'acheteur - Buyer ID  
HAL202  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

## ANNEXE « G »

### CODE DE CONDUITE EXIGENCE

Le défaut de fournir les informations suivantes rendra la soumission non recevable.

Remplissez juridique Nom du Fournisseur: \_\_\_\_\_

Fournisseur Adresse: \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Fournisseur PBN: \_\_\_\_\_

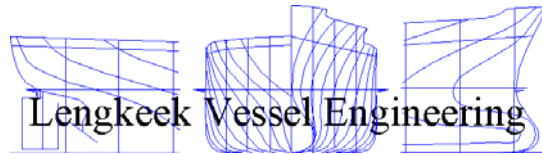
Nombre de sollicitation: T2012-210051/A

#### Liste des administrateurs :

S'il vous plaît fournir une liste des noms de toutes les personnes actuellement sur le conseil d'administration de la société ci-dessus.

Nom	Position

Joindre des noms supplémentaires sur une feuille séparée si nécessaire.



NM Holiday Island

**Devis préliminaire pour l'installation d'un nouveau DEM, d'une nouvelle  
ERS et de nouveaux bossoirs**

pour

**Transports Canada**

45, promenade Alderney, C.P. 1013,  
Dartmouth (Nouvelle-Écosse) B2Y 2N6



Rédigé par :

**Lengkeek Vessel Engineering Inc.**

Numéro de rapport : J18090-R05, rév. 2

Rédigé par : TN
Vérifié par : AL
LVE, Formulaire 67, rév. 1

## Matrice des révisions

N° de révision	Brève description des révisions effectuées	Date de publication
0	Transmis au client	9 déc. 2020
1	Document mis à jour pour répondre aux commentaires des clients	8 janv. 2021
2	Document mis à jour pour répondre aux commentaires des clients	12 janv. 2021

## Table des matières

<b>1</b>	<b>DÉTAILS DU DEVIS.....</b>	<b>1</b>
1.1	ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	1
1.2	INSTRUCTIONS GÉNÉRALES .....	1
<b>2</b>	<b>RÉFÉRENCES .....</b>	<b>1</b>
<b>3</b>	<b>GÉNÉRALITÉS .....</b>	<b>3</b>
3.1	AGENT DE PROJET SUR PLACE .....	3
3.2	SÉCURITÉ .....	3
3.3	SOUS-TRAITANTS .....	3
3.4	DURÉE DES TRAVAUX PRÉVUS.....	3
3.5	PROTECTION.....	3
3.6	SOUDAGE (GÉNÉRALITÉS).....	4
3.7	SERVICES AUXILIAIRES .....	4
3.8	TRAVAUX À CHAUD ET PIQUETS D'INCENDIE .....	4
3.9	DÉPLACEMENT D'ÉQUIPEMENTS .....	4
3.10	VENTILATION ET ÉCLAIRAGE TEMPORAIRES .....	4
3.11	NETTOYAGE DU NAVIRE .....	4
3.12	MATÉRIAUX ET OUTILS .....	5
3.13	TABAGISME.....	5
<b>4</b>	<b>STRUCTURE ET PIÈCES D'ARMEMENT .....</b>	<b>5</b>
4.1	DOCUMENTS PERTINENTS.....	5
4.2	EXIGENCES EN MATIÈRE DE MATÉRIEL .....	5
4.3	DÉPOSE DES ÉLÉMENTS STRUCTURELS, DES PIÈCES D'ARMEMENT ET D'ÉQUIPEMENT SUR LE PONT DES EMBARCATIONS .....	6
4.4	ÉLIMINATION DE L'ÉQUIPEMENT DE SAUVETAGE D'ORIGINE .....	7
4.5	ZONES PERTURBÉES AU NIVEAU DES MODIFICATIONS .....	8
4.6	NOUVELLE STRUCTURE D'ACIER .....	8
4.7	NOUVEAUX TRAVAUX D'ARMEMENT/D'ISOLATION DES STRUCTURES .....	9
4.8	SOUDAGE.....	10
4.9	PEINTURE ET NETTOYAGE.....	10
<b>5</b>	<b>ÉLECTRICITÉ.....</b>	<b>11</b>
5.1	EXIGENCES EN MATIÈRE DE MATÉRIEL .....	11

5.2	COMPOSANTS ÉLECTRIQUES DÉPOSÉS .....	11
5.3	MATÉRIEL ÉLECTRIQUE REQUIS .....	11
5.4	CÂBLES ÉLECTRIQUES 11	
<b>6</b>	<b>INSPECTION ET ESSAIS .....</b>	<b>13</b>
6.1	GÉNÉRALITÉS.....	13
6.2	INSPECTIONS.....	13
6.3	ESSAIS.....	13

---

## 1 DÉTAILS DU DEVIS

### 1.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX

Le présent devis préliminaire couvre les travaux à réaliser à bord du traversier « NM Holiday Island » pour installer un nouveau système de DEM, une nouvelle embarcation rapide de sauvetage (ERS) et le nouveau bossoir connexe. Le devis décrit l'étendue des travaux de démontage des éléments de structure à effectuer pour préparer la zone pour l'installation et indique les pièces d'équipement existantes qui doivent être retirées afin d'accueillir les nouvelles pièces d'équipement de sécurité.

### 1.2 INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

Le présent devis doit être lu conjointement avec la version la plus récente des dessins produits pour montrer les modifications nécessaires qui doivent être apportées à la structure d'acier pour pouvoir accueillir la nouvelle installation. Les dessins et le devis indiquent l'étendue précise des travaux à effectuer, ainsi que l'utilisation et l'emplacement des matériaux spécifiques.

Partout où, dans le présent devis, les mots « approuvé par », « autorisé par », « équivalent » ou des expressions similaires sont utilisés, ceux-ci doivent être compris comme désignant le matériau, le processus ou la pièce auquel il est fait référence.

L'entrepreneur doit faire approuver par Transports Canada ou son représentant tout écart par rapport aux méthodes spécifiées ou aux matériaux recommandés.

## 2 RÉFÉRENCES

Lloyd's Register, règles de classification des navires

CSA W47.1-03, Certification des compagnies de soudage par fusion de l'acier

CSA W59-18, Construction soudée en acier

*Loi sur la marine marchande du Canada* – Règlement sur la construction de coques

*Loi sur la marine marchande du Canada* – Règlement sur l'inspection des coques

*Loi sur la marine marchande du Canada* – Règlement sur les mesures de sécurité au travail

Code canadien du travail – Règlement sur la santé et la sécurité au travail en milieu maritime

Sécurité maritime Transports Canada – TP 127E, Normes d'électricité régissant les navires

Norme IEEE 45 – Recommended Practice for Electrical Installations Shipboard 1998

Norme n° 47 de l'IACS, Shipbuilding and Repair Quality Standard (1996)

Part B – Repair Quality Standard for Existing Ships

Remarque : En cas de conflit entre deux normes, les exigences les plus strictes prévaudront.

## 3 GÉNÉRALITÉS

### 3.1 AGENT DE PROJET SUR PLACE :

Tous les travaux doivent être exécutés à la satisfaction de l'agent de projet sur place qui, sauf avis contraire, sera un représentant de Transports Canada ou le chef mécanicien du navire; il supervisera l'installation au nom du propriétaire.

Une fois les travaux de chaque rubrique du devis terminés, l'agent de projet sur place doit en être informé de sorte qu'il puisse procéder à une inspection avant que les travaux ne soient complètement clos.

Le fait de ne pas aviser l'agent de projet sur place ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité de lui donner accès au navire pour inspection des travaux effectués.

L'inspection des travaux par l'agent de projet sur place ne saurait remplacer toute inspection exigée par la société de classification déléguée.

### **3.2 SÉCURITÉ**

Tous les travaux prévus au contrat doivent être exécutés conformément aux exigences de la partie 2 du Code canadien du travail.

Les entrepreneurs éventuels doivent inclure dans leur soumission le nom du superviseur ou du gestionnaire de la sécurité qui veillera au respect des exigences en matière de sécurité au travail.

### **3.3 SOUS-TRAITANTS**

Toutes les conditions, dispositions, etc., contenues dans la section Généralités s'appliquent à tous les sous-traitants employés par l'entrepreneur principal pour effectuer des travaux dans le cadre de n'importe quelle rubrique du présent devis.

### **3.4 DURÉE DES TRAVAUX PRÉVUS**

Il incombe à l'entrepreneur de prévoir suffisamment de ressources en personnel, en matériaux et en équipement pour pouvoir effectuer les travaux spécifiés dans les délais du contrat.

Transports Canada ne sera en aucun cas responsable des coûts supplémentaires encourus par l'entrepreneur pour parvenir à respecter son calendrier de production.

### **3.5 PROTECTION**

L'entrepreneur doit fournir une protection temporaire adéquate pour l'équipement ou les zones touchés par ses travaux.

Il devra prendre les mesures appropriées pour garantir le bon état de conservation des machines, de l'équipement, des accessoires, des approvisionnements ou des pièces d'armement qui risquent d'être endommagés par les intempéries, le ripage des matériaux, la peinture au jet, le décapage au sable ou par projection de grenailles rondes ou angulaires, les particules aériennes provenant du décapage au sable ou par projection de grenailles rondes ou angulaires, le soudage, le meulage, le brûlage, le gougeage, les travaux de peinture.

L'entrepreneur sera responsable de tous les dommages subis.

### **3.6 SOUDAGE (GÉNÉRALITÉS)**

L'entrepreneur doit être certifié par le Bureau canadien de soudage conformément à la norme W47.1-03 Certification des compagnies de soudage par fusion des structures en acier, division 1, 2.1 ou 2.2.

Tout travailleur effectuant un travail de soudage doit être autorisé par le Bureau canadien du soudage.

Les produits consommables pour le soudage doivent être certifiés conformément à la norme CSA W59-18 et tel que prescrit par les fiches de procédure de soudage requises.

### **3.7 SERVICES AUXILIAIRES**

L'entrepreneur doit inclure dans sa soumission les coûts de transport, de gréement, d'échafaudage, d'élingage, de grutage, de retrait et de mise en place de pièces et d'équipements comme ceux pouvant être nécessaires pour l'exécution des travaux.

### **3.8 TRAVAUX À CHAUD ET PIQUETS D'INCENDIE**

L'entrepreneur doit informer l'agent de projet de toutes les tâches qui nécessitent l'utilisation de la chaleur, et ce, avant et après l'exécution. L'entrepreneur doit fournir un nombre suffisant d'extincteurs appropriés et assurer un piquet d'incendie adéquat tout au long des travaux à chaud et jusqu'au refroidissement des ouvrages.

L'entrepreneur doit se conformer à la politique de NFL en matière de travaux à chaud et que tous les certificats de travail à chaud doivent être obtenus auprès de NFL pour tous les travaux à chaud.

L'entrepreneur ne doit pas utiliser les extincteurs d'incendie à bord du navire, sauf en cas d'urgence.

### 3.9 DÉPLACEMENT D'ÉQUIPEMENTS

Tous les tuyaux, trous d'homme, pièces et/ou équipements démontés pour l'exécution d'un travail spécifié, et/ou pour permettre l'accès à la zone de travail, doivent être réinstallés à la fin de l'opération avec les joints et produits d'étanchéité, les produits antigrippage, les brides et les supports neufs nécessaires (fournis par l'entrepreneur).

### 3.10 VENTILATION ET ÉCLAIRAGE TEMPORAIRES

L'entrepreneur devra fournir, installer et garder en état de fonctionnement sécuritaire les appareils d'éclairage ou de ventilation temporaires dont il a besoin pour réaliser une partie quelconque des travaux prescrits dans le présent devis, et il devra les enlever une fois les travaux afférents terminés.

### 3.11 NETTOYAGE DU NAVIRE

Les zones de travail principales, telles que définies par le présent devis, doivent être nettoyées et remises à « l'état neuf » à la fin des travaux prévus au contrat.

L'entrepreneur doit s'assurer que tous les espaces, compartiments et zones du navire à l'extérieur des zones de travail principales sont laissés « dans le même état de propreté qu'au début des travaux » une fois ces derniers terminés.

### 3.12 MATÉRIAUX ET OUTILS

Sauf avis contraire, l'entrepreneur doit fournir tous les matériaux. L'entrepreneur doit aussi fournir tous les outils nécessaires pour réaliser les travaux spécifiés.

Les outils et l'équipement du navire ne seront pas mis à la disposition de l'entrepreneur, à l'exception des outils spécialisés qui seront fournis par l'agent de projet sur place et devront lui être retournés en bon état.

### 3.13 TABAGISME

La politique de la fonction publique sur l'usage du tabac en milieu de travail interdit de fumer dans tous les secteurs à l'intérieur des navires de l'État où travaille le personnel de l'entrepreneur.

L'entrepreneur doit informer les travailleurs de cette politique et s'assurer qu'elle est respectée en tout temps.

## 4 STRUCTURE ET PIÈCES D'ARMEMENT

### 4.1 DOCUMENTS PERTINENTS

#### Dessins et rapports

N° de dessin     J18090-S01 rév. 0, détails des éléments de soutien de la structure du nouveau DEM, de la nouvelle ERS et du nouveau bossoir

J18090-S02 rév. 0, détails de la structure des nouvelles tôles encastrées dans la muraille

J18090-A03 rév. 2, disposition des nouveaux garde-corps et isolants ignifuges

### 4.2 EXIGENCES EN MATIÈRE DE MATÉRIEL

Les nouvelles tôles ou les nouveaux profilés doivent être en acier de catégorie 44W au moins, ou un

équivalent. Des certificats d'aciérie doivent être fournis pour tous les matériaux. Reportez-vous aux dessins de référence indiqués ci-dessus pour toute exigence en matière de matériel supplémentaire.

Le nouvel isolant doit être un isolant ignifuge Roxul SeaRox SL 620 type A60 ou un équivalent, et doit être fourni avec les certificats d'approbation de LR/de la SMTC les plus récents.

L'entrepreneur doit fournir tous les matériaux requis, y compris les matériaux nécessaires pour réaliser les travaux qui ne sont pas identifiés explicitement dans le présent devis. Voir également les dessins de référence relatifs aux structures applicables pour les exigences en matière de matériaux.

Toutes les pièces neuves en acier doivent être sablées au jet et enduites en atelier d'un apprêt compatible avec le système de peintures existant du navire. Lorsque les travaux de soudure sont terminés, toute la peinture abîmée doit être brossée pour retirer les matériaux qui se détachent.

Tous les travaux doivent être conformes aux bonnes pratiques de construction navale lorsqu'aucune norme ne s'applique. Les travaux doivent être effectués à la satisfaction du responsable technique désigné.

#### **4.3 RETRAIT DES ÉLÉMENTS STRUCTURELS, DES PIÈCES D'ARMEMENT ET D'ÉQUIPEMENT SUR LE PONT DES EMBARCATIONS**

Le petit bateau de travail gonflable existant, le berceau, le bossoir simple et le pied de scellement connexe sur le côté bâbord doivent être démontés et retirés complètement du pont. Les canots de sauvetage de style ouvert existants et les bossoirs connexes sur les côtés bâbord et tribord doivent être démontés et retirés du pont des embarcations et du toit de la timonerie, avec les supports de bossoir et la plateforme d'accès au niveau du toit de la timonerie. Deux (2) échelles de coupée existantes, à bâbord et à tribord, au niveau de la zone de mise à l'eau des embarcations de sauvetage, doivent également être retirées du pont. Le bossoir de radeau de sauvetage existant, les pieds de scellement connexes et les six (6) radeaux de sauvetage avec berceaux individuels sur les côtés bâbord et tribord doivent être complètement retirés du pont. Voir la section 4.4 pour des détails plus précis sur l'élimination de tout l'équipement de sauvetage original retiré du navire.

Les sections de garde-corps existantes situées autour des zones de mise à l'eau des embarcations de sauvetage et des petits bateaux de travail doivent être retirées du pont, côté bâbord et côté tribord. Les poteaux et dispositifs d'éclairage de secours existants situés aux extrémités arrière et avant des pattes des bossoirs des embarcations de sauvetage d'origine doivent être déconnectés, retirés du pont et entreposés afin d'être réinstallés ailleurs. Certaines sections des garde-corps le long des côtés bâbord et tribord du navire doivent être retirées/modifiées pour permettre la mise en place de la nouvelle installation de sauvetage. Les portillons situés dans les garde-corps au niveau de la zone de mise à l'eau des bossoirs des radeaux de sauvetage d'origine, sur les côtés bâbord et tribord, doivent être retirés pour être remplacés par de nouveaux garde-corps.

Les échelles verticales existantes, côté bâbord et tribord, situées sur les côtés du rouf au niveau des emplacements des embarcations de sauvetage existantes doivent être retirées. Les hiloires d'ouverture des écoutes existantes, directement au-dessus des échelles verticales, situées sur le pont du toit de la timonerie, doivent également être retirées et une nouvelle tôle encastrée doit être installée dans l'ouverture. L'épaisseur de la tôle doit correspondre à celle de la tôle existante.

La section des garde-corps existante située au niveau des ouvertures de muraille bâbord et tribord, entre le pont supérieur et le pont des embarcations aux couples 88 à 96, doit également être enlevée.

Certaines sections du bordé existant du pont des embarcations doivent être découpées et retirées des barrots de pont existants pour permettre l'installation de nouvelles tôles encastrées au niveau des nouveaux berceaux de radeaux de sauvetage largables du DEM et des bossoirs des ERS. L'étendue du bordé existant du pont à retirer est indiquée sur le dessin de référence joint, numéro J18090-S01.

Avant tout travail à chaud, le revêtement métallique et l'isolant ignifuge existants situés sous le niveau du pont des embarcations, au niveau des nouvelles zones de soutien de la structure, doivent être retirés, étiquetés et entreposés en vue de leur réinstallation. L'entrepreneur est informé que l'isolation du navire peut contenir de l'amiante ou des matériaux contenant de l'amiante, et que des tests de détection de



l'amiante et des travaux de désamiantage peuvent s'avérer nécessaires. Si les tests détectent la présence d'amiante, l'entrepreneur doit engager les services d'une entreprise qualifiée spécialisée dans l'élimination des matières dangereuses et agréée pour l'élimination de l'amiante.

#### 4.4 ÉLIMINATION DE L'ÉQUIPEMENT DE SAUVETAGE D'ORIGINE

L'entrepreneur sera responsable d'organiser l'élimination des embarcations de sauvetage et bossoirs d'origine comme suit, d'une manière respectueuse de l'environnement. Cela doit comprendre la destruction de l'ancien équipement d'une manière qui empêche son utilisation ultérieure. Une preuve de la destruction et de l'élimination appropriée de l'équipement doit être présentée à Transports Canada à la fin des travaux.

- Deux (2) ensembles de bossoirs à gravité (remarque : toute huile destinée à la boîte de transmission du treuil doit être vidangée et éliminée séparément)
- Deux (2) canots de sauvetage de 60 personnes (remarque : les canots de sauvetage sont de type ouvert et ne sont équipés d'aucun moteur)

Les radeaux de sauvetage existants (12 chacun - 25 personnes) doivent également être envoyés à l'entrepreneur suivant aux fins de recyclage et peuvent donc être rayés de l'inventaire du fabricant et des registres d'entretien.

##### SEA PRO SERVICES

Dartmouth, Nouvelle-Écosse 902 468-2029 | [seamasters.ca](http://seamasters.ca)

À l'attention de : JASON CHAMPAGNE – Directeur des opérations

Cet entrepreneur doit s'assurer que les radeaux de sauvetage sont détruits et qu'ils ne peuvent plus être utilisés, à la suite de quoi ils seront éliminés. Les pièces pyrotechniques associées aux trousse de survie doivent être envoyées à une installation d'élimination agréée. Les bouteilles de gaz doivent être purgées, désactivées et recyclées de manière appropriée. Tous les frais d'expédition et d'élimination des radeaux de sauvetage existants sont aux frais de l'entrepreneur responsable de l'installation des engins de sauvetage. Le coût de l'élimination et du recyclage est estimé à 300 \$ par radeau de sauvetage. La confirmation de l'élimination, incluant les numéros de série des radeaux de sauvetage, par l'entrepreneur qui en est responsable doit être fournie à Transports Canada une fois la tâche effectuée.

L'embarcation de sauvetage gonflable Narwhal fournie par le fabricant, avec son moteur, et l'ensemble de bossoirs connexe seront réaffectés après leur retrait du navire et doivent donc être soigneusement préservés pendant l'opération de dépose afin qu'ils ne soient pas endommagés. Ces articles doivent être remis à Northumberland Ferries Ltd. (NFL) en les plaçant sur le pont-garage du navire, ou conformément aux instructions de la NFL.

L'entrepreneur sera responsable de peser l'ensemble de l'équipement de sauvetage d'origine et les structures de soutien associées après le retrait du navire et avant l'élimination. L'équipement doit être pesé à l'aide d'une cellule de pesage certifiée accompagnée d'un certificat à jour, et les poids doivent être documentés de manière appropriée par écrit puis fournis à Transports Canada une fois l'opération terminée.

#### 4.5 ZONES PERTURBÉES AU NIVEAU DES MODIFICATIONS

Dans les zones qui seront perturbées par les travaux proposés, l'entrepreneur a la responsabilité d'identifier les emplacements et de s'assurer que tous les matériaux existants, comme l'isolation, les câbles, les tuyaux, etc. sont enlevés ou retirés temporairement et que la zone est dégagée et rendue sécuritaire pour le déroulement des travaux.

Une fois les travaux terminés, l'entrepreneur est responsable de remettre la zone dans l'état où elle se trouvait avant le début des travaux. Des précautions supplémentaires doivent être prises pour s'assurer que la zone en question ne présente aucun risque d'incendie pendant que des travaux à chaud sont effectués.

#### 4.6 NOUVELLE STRUCTURE D'ACIER

De nouvelles tôles encastrées en acier de  $\frac{1}{2}$  po et de  $\frac{3}{4}$  po d'épaisseur doivent être coupées pour s'adapter à la forme finale du bordé retiré au niveau des supports des radeaux largables du DEM et de l'installation du bossoir de l'ERS, respectivement. Partout où la tôle de pont existante est coupée et retirée, les bords du bordé doivent être meulés et biseautés en conséquence pour permettre le soudage des nouvelles tôles encastrées. Les cordons de soudure existants au niveau des nouvelles tôles encastrées doivent être défaites sur un minimum de 100 mm à partir du nouveau joint, puis soudés de nouveau.

De nouveaux raidisseurs plats intercostaux doivent être installés sous le pont des embarcations, directement sous les cadres d'appui de l'abri et du berceau du DEM et alignés avec eux. Les nouveaux raidisseurs doivent être installés entre les couples 62 et 66, à bâbord et à tribord. De nouveaux raidisseurs plats doivent également être installés au niveau des cadres d'appui des berceaux des radeaux de sauvetage largables du DEM, entre les couples 69 et 70 et les couples 71 et 72, à bâbord et à tribord. Il faut veiller à ce que les nouveaux raidisseurs soient parfaitement alignés avec les cadres d'appui du pont supérieur et les supports correspondants.

De nouveaux raidisseurs plats intercostaux doivent être installés sous le pont des embarcations, directement sous les nouveaux poteaux des berceaux des bateaux d'ERS et alignés avec eux. Les nouveaux raidisseurs doivent être installés entre les couples 97 et 98 du côté bâbord et entre les couples 83 et 84 du côté tribord. Le berceau de bateau pour l'extrémité arrière de l'ERS doit être installé au niveau des barrots de pont transversaux existants, situés au couple 95 (bâbord) et au couple 86 (tribord).

Pour ce qui est de l'installation du nouveau bossoir de l'ERS du côté bâbord du pont des embarcations, de nouveaux barrots renforcés transversaux doivent être installés entre les couples 89 et 90, les couples 90 et 91 et les couples 92 et 93. Une nouvelle hiloire de pont doit être installée entre le couple 88 et le couple 92.5 environ; celle-ci doit être fixée au barrot renforcé transversal existant au niveau du couple 88 à l'extrémité arrière et au nouveau barrot renforcé à l'extrémité avant au couple 92.5 environ. Une autre hiloire neuve doit être installée entre les nouveaux barrots renforcés situés de chaque côté du couple 90. Le nouveau socle de fixation du bossoir de l'ERS doit être positionné de sorte que le centre soit situé au couple 90 et directement soutenu par les nouvelles hiloires et les nouveaux barrots renforcés.

Pour ce qui est de l'installation du nouveau bossoir de l'ERS du côté tribord du pont des embarcations, de nouveaux barrots renforcés transversaux doivent être installés entre les couples 90 et 91, les couples 91 et 92 et entre les couples 92 et 93. Une nouvelle hiloire de pont doit être installée entre le couple 88 et le couple 92.5 environ; celle-ci doit être fixée au barrot renforcé transversal existant au niveau du couple 88 à l'extrémité arrière et au nouveau barrot renforcé à l'extrémité avant au couple 92.5 environ. Une autre hiloire neuve doit être installée entre les nouveaux barrots renforcés situés de chaque côté du couple 91. Le nouveau socle de fixation du bossoir de l'ERS doit être positionné de sorte que le centre soit situé au couple 91 et directement soutenu par les nouvelles hiloires et les nouveaux barrots renforcés.

Les emplacements et les détails de l'intégralité de la nouvelle structure de support sous le pont sont indiqués sur le dessin de référence, J18090-S01.

Les ouvertures de muraille existantes à bâbord et à tribord, entre les couples 88 et 96 situés sur le pont principal et le pont supérieur doivent être obstruées avec une tôle de  $\frac{5}{16}$  po d'épaisseur. Les zones ainsi obstruées doivent être renforcées à l'aide de cornières de  $3\frac{1}{2}$  po x 3 po x  $\frac{5}{16}$  po à chaque couple. Les emplacements et les détails de la structure des nouvelles pièces encastrées dans la muraille sont indiqués sur le dessin de référence, J18090-S02.

Les socles de fixation des bossoirs de l'ERS et la plateforme d'utilisation/entretien seront fournis par le fabricant avec du matériel supplémentaire à la base du socle et aux pieds de support de la plateforme, respectivement. L'entrepreneur doit prévoir les opérations de dressage sur le navire afin d'ajuster la cambrure du pont en ligne droite sur le pont des embarcations de 6 po dans le demi-barrot de 33 pi-6 po. La nouvelle plateforme de bossoir doit être installée conformément au plan d'agencement général du fabricant du bossoir/du bateau et de la plateforme de l'ERS (dessin de référence n° B13-5105650, rév. C).

#### 4.7 NOUVEAUX TRAVAUX D'ARMEMENT/D'ISOLATION DES STRUCTURES

De nouvelles sections de garde-corps de sécurité en acier doivent être installées autour du périmètre de la nouvelle installation de bossoir et d'ERS (bâbord et tribord), autour des nouveaux berceaux de radeaux de sauvetage largables du DEM (bâbord et tribord), à l'avant de l'abri du DEM (bâbord et tribord) et le long du bord extérieur du pont des embarcations, entre les installations de l'ERS et du DEM.

Une nouvelle section de garde-corps doit également être installée le long des côtés bâbord et tribord du toit de la timonerie à peu près au couple 74 à 86, là où la structure existante du bossoir de l'embarcation de sauvetage sera enlevée.

Les nouveaux garde-corps doivent être de construction similaire à celle des garde-corps existants et être fabriqués à la même hauteur et en utilisant les mêmes échantillons. Les poteaux et l'éclairage de secours existants doivent être réinstallés de nouveaux emplacements, comme indiqué de manière générale sur le dessin de référence relatif au garde-corps.

La zone de la muraille existante adjacente à l'abri du DEM et à la zone de mise à l'eau des berceaux des radeaux de sauvetage largables du DEM, à bâbord et à tribord, doit être équipée d'un nouvel isolant ignifuge A-60 du couple 60 au couple 74, entre le pont principal et le pont des embarcations. Des précautions doivent être prises lors de l'installation du nouvel isolant ignifuge au niveau du câblage d'alimentation à quai existant et des éventuels événements de réservoir afin de ne pas entraver leur fonctionnement.

Les détails de la nouvelle structure de garde-corps et de l'isolation ignifuge sont indiqués sur le dessin de référence, J18090-A03.

#### 4.8 SOUDAGE

Le soudage à franc-bord d'un nouveau bordé encastré sur un bordé existant doit être réalisé avec des soudures biseautées à pénétration complète. Les détails de la préparation du bord du bordé pour le soudage à pénétration complète et les chanfreins de bordé, si nécessaire, sont indiqués sur les dessins de référence joints, J18090-S01 et J18090-S02.

En ce qui concerne l'enlèvement du bordé, les laitiers, la saleté, la graisse, la peinture, etc. doivent être retirées avant que les nouvelles surfaces en acier soient soudées aux surfaces existantes en acier.

Après les travaux de soudage, les projections doivent être retirées et les soudures doivent être meulées jusqu'à ce qu'elles soient lisses avant d'entreprendre les travaux de peinture.

L'entrepreneur doit disposer de toutes les fiches de procédure de soudage requise pour terminer l'ensemble des travaux de structure. Une copie de toutes les fiches utilisées doit être remise à l'inspecteur de LR pour approbation avant d'entreprendre tout travail à chaud. La fiche doit être examinée et certifiée par la société de classification déléguée ou par le Bureau canadien de soudage pour les matériaux et les positions de soudage couverts.

L'entrepreneur sera responsable de la séquence de soudage conformément à la ligne directrice figurant à la partie B de la norme n° 47 de l'IACS mentionnée en référence, afin de s'assurer que les tôles encastrées ne souffrent pas de déformation pendant la construction.

#### 4.9 PEINTURE ET NETTOYAGE

Tous les composants en acier neufs et perturbés qui doivent être peints doivent l'être conformément au schéma des couleurs existant du navire et à toute spécification en matière de peinture applicable, selon les directives de l'agent de projet. La préparation et l'application des couches doivent être effectuées selon les instructions du fabricant. Aucune peinture à base de plomb ne doit être utilisée.

des surfaces en acier perturbées et/ou neuves à l'aide de méthodes reconnues dans l'industrie.

Amincir les revêtements intacts sur la structure existante jusqu'à au moins 50 mm de la zone à peindre.

Éliminer par un nettoyage au solvant toutes les laitiers de soudage, l'huile, la graisse et les sels.

À moins d'indication contraire, tout élément de la structure d'acier neuf ou perturbé qui doit être peint doit recevoir au moins deux (2) couches d'apprêt marin dès la fin des travaux. L'apprêt doit être compatible avec le schéma de revêtement existant du navire.

## **5 ÉLECTRICITÉ**

### **5.1 EXIGENCES EN MATIÈRE DE MATÉRIEL**

L'entrepreneur doit fournir et installer tout matériel électrique, câblage et équipement neuf requis pour garantir le bon fonctionnement des systèmes tel que décrit dans toutes les sections du présent devis.

### **5.2 COMPOSANTS ÉLECTRIQUES DÉPOSÉS**

Le câblage électrique des bossoirs des radeaux de sauvetage existants (bâbord et tribord) et du bossoir du petit bateau de travail gonflable (bâbord) doit être retiré et muni d'une terminaison adaptée au niveau de la boîte de jonction ou du transit de câble le plus proche. Les câbles doivent également être munis d'une terminaison adaptée au niveau du panneau de distribution applicable.

Le câblage électrique de l'éclairage de secours existant au niveau des pattes d'origine des bossoirs des embarcations de sauvetage, à l'avant et à l'arrière, doit être tiré vers l'arrière et étiqueté pour être réinstallé aux nouveaux emplacements des poteaux d'éclairage.

Tous les passages de câbles redondants existants se trouvant dans le pont des embarcations et destinés à l'équipement de sécurité d'origine enlevé et aux poteaux d'éclairage de secours déplacés doivent être enlevés et/ou obturés.

### **5.3 MATÉRIEL ÉLECTRIQUE REQUIS**

Le câblage existant pour le bossoir de l'embarcation de sauvetage d'origine doit être conservé et réutilisé pour le nouveau bossoir d'ERS, si possible. Les exigences en matière d'alimentation du bossoir de la nouvelle ERS sont notées de la manière suivante : 380-400 V/triphasé/50 Hz ou 440-480 V/triphasé/60 Hz.

L'entrepreneur doit fournir une alimentation électrique de 120 V à chaque conteneur du DEM pour alimenter un dispositif d'éclairage interne. Cette source doit être un prolongement du circuit existant utilisé pour les dispositifs d'éclairage de secours situés le long du garde-corps extérieur, au niveau du nouvel équipement de sauvetage.

L'entrepreneur doit prévoir l'installation de nouvelles traversées de câbles résistantes au feu A-60 au besoin, de type Roxtec ou un équivalent, dans le pont des embarcations (bâbord et tribord) afin de faciliter les branchements de câbles électriques.

Tout nouveau câblage requis doit être du type marin approuvé en plus d'être conforme aux recommandations de câblage pour l'utilisation spécifique. L'ensemble du câblage doit être parfaitement conforme aux spécifications et aux normes marines pour les installations de câbles à bord des navires et approuvé pour la classe du navire.

### **5.4 CÂBLES ÉLECTRIQUES**

Tout câble neuf doit être du type marin approuvé, avec installation d'un câble résistant au feu lorsque requis par les organismes de réglementation. Tous les câbles doivent être en cuivre toronné.

Les câbles d'alimentation utilisés pour des applications de 240 volts doivent offrir une capacité nominale d'au moins de 600 volts. Les câbles d'alimentation utilisés sur les systèmes de 115/120 volts auront une capacité nominale minimale de 300 volts.

Les raccords de réduction traversant les cloisons et les ponts étanches à l'eau et au gaz et à l'épreuve du feu doivent être conformes aux exigences de la norme TP 127E.

Tous les câbles doivent être installés sur des chemins de câbles appropriés. Pour éviter le bruit, la diaphonie et les faux signaux, les câbles d'alimentation doivent être maintenus à bonne distance du câblage utilisé pour la communication et les alarmes, dans des chemins de câbles séparés. Des câbles blindés doivent être utilisés pour tous les appareils électroniques sensibles.

Les divers chemins de câbles « locaux » doivent être maintenus avec des serre-câbles et des goujons approuvés (Nelson ou un équivalent).

Une attention particulière doit être accordée à la séparation physique des câbles électroniques non blindés par rapport aux câbles d'alimentation et d'éclairage.

Lorsque des câbles monoconducteurs sont utilisés, ils doivent être installés conformément aux exigences des organismes de réglementation.

Les câbles doivent être sécurisés à l'aide de méthodes de fixation approuvées. Les terminaisons de câbles dans les abris seront munies de raccords approuvés pour l'utilisation et l'environnement.

Les conducteurs doivent être branchés par des borniers lorsque cela est possible.

Tous les câbles, qu'ils soient neufs ou réinstallés, doivent être étiquetés d'une manière qui identifie les circuits à tous les points de connexion et des deux côtés des cloisons, ponts et obstacles. Les étiquettes doivent être fabriquées dans un métal compatible avec la gaine du câble et porter la désignation du circuit en relief. Les étiquettes seront fixées au câble à leurs extrémités par du ruban métallique ou des attaches autobloquantes.

Tout conducteur désigné comme étant un conducteur de mise à la terre doit être clairement identifié comme tel à chaque point de terminaison.

Chaque circuit doit faire l'objet d'un essai d'isolement entre les conducteurs et entre chaque conducteur et la terre. Tous les essais exigés par LR doivent être effectués et approuvés par la société de classification avant que la certification ne soit accordée.

## **6 INSPECTION ET ESSAIS**

### **6.1 GÉNÉRALITÉS**

Les travaux doivent être effectués à la satisfaction de l'agent de projet sur place et de la société de classification déléguée, LR.

### **6.2 INSPECTIONS**

Les inspections doivent être effectuées par l'agent de projet sur place et l'inspecteur de LR délégué. Le représentant doit procéder à une inspection finale pour déterminer l'acceptation des travaux conformément aux dernières règles de LR. Le travail doit également être inspecté par l'entrepreneur afin de s'assurer que les méthodes d'installation et la qualité de l'exécution sont conformes au dessin et au devis.

Une inspection physique de toutes les soudures de la nouvelle structure ainsi que de toute réparation réalisée doit être effectuée pour s'assurer que les soudures sont satisfaisantes et qu'elles ne contiennent pas de défauts visibles. En plus de l'inspection visuelle à 100 %, les joints soudés doivent être examinés à l'aide d'un essai de ressuage à 50 % pour les soudures à pénétration complète et/ou les coins et les configurations cruciformes.

Des examens non destructifs des soudures doivent être effectués par du personnel professionnel qualifié à cet effet. Tous les résultats d'essai, les étalonnages, les mesures, les mises à l'épreuve et les lectures doivent être adéquatement tabulés et compilés; de plus, trois exemplaires dactylographiés

reliés de ces documents doivent être soumis aux personnes responsables suivantes : deux exemplaires (comprenant les notes manuscrites des employés) pour l'agent de projet, et un exemplaire pour l'inspecteur de LR.

L'étendue totale de tout défaut de soudure doit être vérifiée en effectuant des examens non destructifs supplémentaires si nécessaire. Les défauts inacceptables doivent être complètement éliminés et les soudures doivent être reprises là où c'est nécessaire. La réparation doit être examinée après une nouvelle soudure.

### **6.3 ESSAIS**

La nouvelle installation de bossoir et de bateau de l'ERS doit être testée et mise à l'essai afin de vérifier qu'elle fonctionne correctement, conformément aux recommandations du fournisseur du bossoir, tant en mode de mise à l'eau qu'en mode de récupération.

Les essais de charge et de fonctionnement doivent être effectués conformément à toutes les exigences de LR ainsi qu'aux procédures du fabricant. L'équipement et les systèmes installés doivent être entièrement conformes aux versions les plus récentes des codes et réglementations applicables.

L'une des nouvelles unités du DEM, à bâbord ou à tribord, doit être testée et déployée pour garantir un fonctionnement correct conformément aux exigences réglementaires et aux recommandations et procédures du fournisseur. Le représentant détaché du fournisseur de l'équipement du DEM doit être présent pour les essais.